

Consultation œcuménique : des informations précieuses

par René KNÜSEL*, St Sulpice (VD)

En 1998, la Conférence des évêques suisses et la Fédération des Eglises protestantes de Suisse lançaient une vaste consultation intitulée «Sur l'avenir économique et social de la Suisse». Plus de 40 000 brochures présentant la démarche, lançant des pistes de réflexion et posant une série de questions furent distribuées ; quelque 1 200 réponses sont parvenues aux responsables de l'opération. Si cette démarche ne peut être qualifiée de scientifique, elle peut être néanmoins considérée comme une source unique d'informations. Non seulement les réponses ont émané de milieux forts divers, mais elles ont été réfléchies. Globalement s'y dessinent la vision assez sombre d'un avenir dominé par l'économie, mais aussi des attentes fortes quant au rôle de la société civile et des Eglises.

L'idée d'offrir une possibilité d'expression à la base n'était certes pas neuve, puisque des opérations semblables avaient déjà été réalisées en France, en Allemagne ou encore aux Etats-Unis. Par l'écho populaire étonnant qu'elle a obtenu, la consultation suisse mérite toutefois une mention, même s'il ne peut être question de représentativité scientifique. En effet, l'échantillon qui s'est formé au travers des personnes qui ont répondu est dit *naturel* ; il ne représente pas nécessairement l'avis de la population suisse en moyenne. En outre, certains groupes d'individus ne se sont pas exprimés ou très peu, certains n'ont pas eu de porte-voix ou insuffisamment. Ainsi en va-t-il des migrants, de façon générale et quel que soit leur statut, des jeunes et des enfants. Une partie des milieux décisionnels politiques ou/et économiques ne sont pas ou peu présents. Cela semble dû principalement aux canaux d'information utilisés, au type de support choisi pour lancer la campagne, au langage employé

ou encore au fait que les Eglises soient à l'origine de l'initiative.

L'important n'est pas là. L'objectif des organisateurs n'était pas, en effet, de réunir des réactions en provenance de tous les milieux et de façon représentative ; il était bien plus question de lancer une dynamique afin de susciter une large réflexion au sein de la population.

Validité des résultats

Quelle valeur, dès lors, donner aux résultats d'une consultation dont on ne sait exactement qui elle représente ? La richesse d'une telle consultation réside dans la variété des milieux touchés. C'est

* René Knüsel est professeur en sciences politiques à l'Université de Lausanne et à l'Ecole supérieure de travail social de Fribourg. Il est membre du groupe des responsables du rapport d'évaluation de la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse.

sans doute à ce niveau qu'il s'agit de relever la qualité de la démarche entreprise. Les écrits proviennent en grande partie de personnes qui habituellement n'ont pas voix au chapitre, qui peinent à se faire entendre ou qui n'intéressent nullement les médias. Toutes les personnes en marge des canaux de consultation habituels ne sont certes pas équitablement présentes parmi les répondants ; par ailleurs, certains leaders d'opinions ont compris l'importance stratégique de prendre position dans cette consultation. Certes, ces hypothèses soulignent la nécessité de dessiner clairement les limites de la signification que l'on peut prêter aux résultats de cette consultation. Mais la qualité d'une pareille démarche se situe finalement principalement dans la mobilisation qu'elle suppose à la base.

Une partie non négligeable des réponses (plus de 60%) proviennent, en effet, de groupes qui ont cheminé ensemble autour d'une ou de plusieurs questions soulevées dans la consultation. L'investissement de la part de personnes, qui ne sont pas des experts, a été considérable. Plusieurs séances ont parfois été nécessaires, des échanges, des liens se sont créés, des dynamiques se sont mises en place, dont certains des prolongements iront peut-être au-delà de la consultation elle-même. Ce sont ainsi probablement plusieurs milliers de personnes qui ont directement pris part à cette réflexion collective et à l'élaboration des réponses écrites, accroissant d'autant l'importance qualitative et quantitative des témoignages. La qualité comme la pertinence des réponses doivent être soulignées, puisqu'il s'agissait d'une large consultation populaire.

Ce qui frappe, par ailleurs, c'est l'étendue d'une procédure qui est tout simplement hors d'atteinte des démarches habituelles au sein de la recherche. Les résultats de cette consultation valent par conséquent autant par la prise de conscience de l'ensemble des acteurs qui se

sont prononcés - pour la plupart pour la première fois dans un tel processus -, que par les informations récoltées et la qualité du contexte de production. Tous ces éléments donnent une importance particulière aux résultats produits, que les commanditaires ne doivent pas mésestimer.

Un avenir drapé d'incertitudes

Afin de présenter les résultats, les évaluateurs ont produit un rapport de quelque 150 pages, tentant de trouver des axes déterminants, de relever des formes de cohérences au sein des milliers de pages qui ont été écrites en réponse à cette consultation.¹ Le rapport met en évidence d'abord l'incroyable richesse des points de vue et des opinions qui coexistent dans ce pays, mais aussi les préoccupations, les angoisses, les espoirs qui habitent les communautés et les individus qui ont répondu.

Le constat global émanant des réponses n'est guère optimiste face à l'avenir social et économique de la Suisse. Aux yeux des répondants, l'économie est à l'origine de la plupart des problèmes sociaux actuels. Les changements intervenus ces dernières années trouvent leur origine dans des rapports économiques qui ont altéré la situation des travailleurs(euses) et exclu les plus faibles d'entre eux du marché de l'emploi. Ce constat, largement partagé, voile une analyse plus fine des mécanismes en cause, laquelle souligne la prééminence de l'argent, la recherche effrénée du pouvoir, l'affirmation de la consommation, du profit individuel comme objectifs de vie. Des valeurs comme la solidarité, l'équité de traitement sont réduites à la portion congrue, attitude aboutissant même à nourrir des sentiments de mépris envers les plus démunis.

Ce cynisme sociétal pèse sur les individus et les groupes les plus faibles. Il met à mal les fragiles équilibres sociaux, écono-

miques ou encore ceux touchant l'environnement, les fins économiques justifiant tous les moyens, voire la prise de tous les risques. La fragilité de la prospérité actuelle, la précarité des postes de travail et des acquis sociaux sont associées dans les réponses à la férocité de la lutte sur les marchés économiques et commerciaux dont les facettes populaires ont pour noms néo-libéralisme, mondialisation, délocalisation, fusion, compétition, etc.

Au travers de ce climat généralisé d'insécurité, c'est le désarroi qui filtre, le sentiment d'impuissance et de perte de pouvoir face à la rapidité des changements et la complexification des processus en cours. L'homme de la rue assiste, impuissant, à une redistribution des cartes, dont il pressent qu'une minorité tire profit au détriment d'une majorité qui voit ses conditions de vie matérielles et sociales se détériorer. En d'autres termes, l'écart entre riches et pauvres se creuse et l'exclusion de couches importantes de la population pourrait accroître le recours à la violence, surtout chez les jeunes. En filigrane, le résultat de ce nouveau climat social risque d'être la montée de l'insécurité et de l'intolérance.

Cette crainte diffuse face à l'avenir est encore accentuée par l'idée répandue que l'Etat aurait perdu de son assise face au pouvoir économique. Autrement dit, le politique est aujourd'hui avant tout au service de l'économie, au lieu de garantir les règles de fonctionnement d'un marché dont les acteurs, dans leurs manières d'agir, sont largement dépourvus de principes éthiques.

Au cœur du pessimisme ambiant surgissent pourtant quelques lueurs d'espoir face à l'avenir. Une inversion possible de la tendance actuelle repose sur l'apparition de mouvements de résistance qui se font jour dans l'ensemble des pays du monde. Une internationalisation de l'action se développe. Son importance est appelée à croître pour assurer une défense plus effi-

cace de l'écologie, des consommateurs, des citoyens mais aussi pour lutter contre certains effets pervers de l'internationalisation des échanges, tels la fuite des capitaux, par une imposition de la spéculation, par exemple (taxe Tobin). L'espoir réside aussi dans la prise de conscience de la part des femmes, des jeunes mais aussi et peut-être surtout des laissés-pour-compte, bref, par le développement généralisé, parmi les exclus, d'une conscience plus critique face à ce qui se trame dans le monde. Enfin, la mondialisation des échanges sur le plan de l'information pourrait également apporter des moyens de contre-pouvoir.

De l'inattendu

L'examen des réponses à la consultation présente quelques demi-surprises. Ainsi, l'éclairage autour des familles prend une place inattendue, dans la mesure où elles n'avaient pas été intégrées aux scénarios présents dans la brochure de base. La situation difficile des familles au niveau de la reconnaissance de leurs activités en faveur de la collectivité est dénoncée. La plupart des familles peinent à jouer le rôle de reproduction sociale qui est attendu d'elles, faute de soutiens adéquats. Les nécessités budgétaires contraignent souvent les deux parents à travailler, rendant leurs tâches éducatives difficiles à assumer. Les enfants sont souvent livrés à eux-mêmes, les parents n'ayant plus nécessairement l'énergie indispensable pour s'occuper pleinement d'eux après une journée de travail. Des revendications sont formulées pour que le rôle des familles et, dans ce cadre, particulièrement celui des femmes, soit reconnu tant au plan social que matériel. Quelques réponses relèvent même la contradiction subtile existant entre les valeurs prônées et vécues au sein de la famille, comme l'écoute, la stabilité, la solidarité, et celles

qui prévalent actuellement dans la société : rendement, concurrence, efficacité.

La place faite aux étrangers dans les réponses écrites ne peut manquer de surprendre l'observateur. Alors qu'un habitant sur cinq n'a pas la nationalité suisse, la présence de l'étranger est paradoxalement très discrète dans les réponses. Pourtant, ce sujet préoccupe la population ; divers indices le montrent. Le thème est abordé à la marge, qui pour relever le nombre important d'étrangers dans le pays, qui pour évoquer les problèmes sociaux qui leur sont imputés comme la violence, la délinquance, la criminalité, les menaces sur l'identité helvétique, etc.

Comment interpréter ce relatif lachisme ? Une autocensure de circonstance s'est-elle exercée au travers des discussions de groupes ou par le caractère même de la consultation ? Une autre hypothèse, plus optimiste, pourrait être envisagée, accréditant les personnes qui ont répondu, d'une grande générosité à l'égard des migrants. En réalité, cette piste ne résiste pas à une esquisse d'analyse dans la mesure où peu de prises de position offrent une lecture positive de la multiculturalité, soit en termes d'ouverture au monde soit en termes de richesses internes. Le doute s'instille : la discrétion relative du thème de l'étranger traduit très probablement un malaise face à la présence des étrangers, qu'ils soient résidents, réfugiés ou demandeurs d'asile.

Eglises, les attentes

Si l'audace des Eglises de se préoccuper de l'avenir social et économique de la Suisse n'a guère été remise en question, les attentes en termes de place sont plus surprenantes. En effet, à bien des égards, les Eglises apparaissent aux yeux d'un nombre conséquent de réponses comme l'ultime rempart permettant de donner sens et poids aux relations humaines et d'interpeller les acteurs sociaux

sur la place de l'homme dans un monde de plus en plus déshumanisé. Certes, au-delà des images symboliques des Eglises se préoccupant avant tout du sort des plus démunis, les positions sur les engagements concrets et le rôle des Eglises dans les domaines social et politique divergent fortement, allant d'un engagement politique et social concret jusqu'à l'abstention pure et simple.

L'éventail est large et n'aidera pas les responsables des Eglises à établir leurs choix sur la base d'un large appui. Quoi qu'il en soit, les attentes existent ; elles sont multiples, mais fortes de convictions souvent profondes. Elles constituent assurément une des motivations fondamentales à l'afflux de réponses et à l'importance de la mobilisation populaire autour de cette consultation. Les attentes face aux Eglises sont, par conséquent, à la mesure de l'importance de l'investissement consenti dans l'élaboration des réponses.

Pour les responsables de la Fédération des Eglises protestantes et de la Conférence des évêques, le défi à relever n'en est que plus redoutable. Il s'agira de donner un écho à ce foisonnement d'interpellations, qui soit cohérent et donne sens à l'ensemble des attentes qui émanent de la consultation et surtout à une démarche qui a mobilisé des milliers de personnes en Suisse. Difficulté supplémentaire, le processus était œcuménique, dimension quasi absente des réponses à la consultation. Faut-il y voir un signe prémonitoire ?

R. K.

¹ **Conférence des évêques suisses et Fédération des Eglises protestantes de Suisse, *Quel avenir voulons-nous ? Rapport d'évaluation des réponses à la Consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse*, Berne 2000.** Ce rapport et le CD ROM contenant l'ensemble des réponses peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Consultation œcuménique, CP 7442, 3001 Berne.